

**GEPO**  
***Bruxelles 2001***

DE NOUVEAUX DEFIS  
A LA PASTORALE OUVRIERE

*par Jean-Claude Brau Aumônier du Mouvement Ouvrier Chrétien et responsable du Centre de Formation Cardijn (Belgique)*

*Quels défis pour la pastorale ouvrière aujourd'hui?* Pour aborder la question qui est ainsi posée, je vous propose de prendre un certain recul et de la situer dans un cadre plus global. Je le ferai à partir de mon itinéraire et de mes expériences. C'est donc une approche très relative, à compléter à partir de vos itinéraires et des expériences différentes, répondant notamment aux caractéristiques nationales des pastorales de chaque pays.

**1. DES CONSTATS**

Je rappelle ici de façon sommaire des constats que nous avons déjà pu faire bien souvent ensemble, en mesurant les ressemblances entre nos pays et leurs spécificités. Ce n'est bien évidemment qu'un survol. Chaque point mériterait d'être abordé pour lui-même, mais là n'est pas notre but aujourd'hui.

***1.1. Notre lieu***

Les pastorales ouvrières sont nées de l'émergence de la société industrielle. C'est une des réponses que l'Eglise s'est données pour faire face à une situation nouvelle. Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, l'économie connaît des transformations radicales qui modifient la vie politique et la vie sociale dans nos pays. Pour ne citer que deux exemples qui ont profondément transformé la structure et les relations sociales dans de nombreuses régions européennes, le développement du travail dans les mines et la sidérurgie ont provoqué des déplacements de secteurs d'activité et la création de villes ou de quartier industriels qui ont fait craindre à l'Eglise de perdre le contact avec ces masses ouvrières. En même temps, la diffusion du socialisme était perçue comme une grave menace. Il était essentiellement appréhendé sous sa caractéristique athée, et bien des textes de l'Eglise n'en présentaient qu'une vision très réductrice et même fausse, ce qui convenait bien pour décrire un ennemi à abattre.

A l'intérieur de l'Eglise, les changements sont également importants. Longtemps, l'Eglise s'est opposée au bouleversement politique et culturel que représentait en Europe la Révolution française de 1889. Dans ses positions officielles, l'Eglise rejetait le monde moderne et ses idées. Le *Syllabus* du pape Pie IX en 1864 est un condensé des positions défensives de l'Eglise face à la société moderne qu'elle voit comme une menace et qu'elle veut nier en se maintenant en dehors. Pourtant le monde moderne s'est installé, l'Ancien Régime appartient définitivement au passé. Les plus lucides en tiennent compte.

A la fin du siècle, l'heure est à la reconquête. Le monde moderne est toujours considéré comme mauvais, mais l'Eglise se tourne vers lui. Léon XIII met en œuvre ces nouveaux choix et ouvre un triple front : politique, intellectuel et social. Son encyclique *Rerum Novarum* (1891) concrétise l'adaptation de l'Eglise dans le domaine social, et devient le point de départ du christianisme social, qui constituera un important courant dans l'Eglise. C'est à partir de ce texte que l'Eglise, au plus haut niveau, prend en compte la

"question ouvrière". Au fil des années, la problématique assumée s'élargit aux questions de justice les plus variées, notamment dans les rapports Nord-Sud.

La volonté de présence de l'Eglise associe les aspects institutionnels et évangélisateurs. La présence aux ouvriers, souvent réduits à des conditions de vie inhumaines, est assurée par des gens de terrain, pendant que se construisent des institutions chrétiennes, en parallèle et en concurrence avec les structures socialistes. Si la valeur de l'engagement des laïcs s'affirme de plus en plus nettement, notamment plus tard par l'action de la JOC, les prêtres, avec l'appui des évêques, sont très actifs pour la création de caisses mutuelles, de coopératives, de syndicats chrétiens ou de mouvements d'Action catholique.

C'est ainsi que prend corps ce qui sera appelé la "troisième voie", distincte du socialisme et du libéralisme. Elle se manifeste par un intérêt réel pour la vie en société et la justice. Elle se concrétise dans des réalisations de terrain. Elle est soutenue par des réflexions nombreuses d'importants secteurs de l'Eglise. Elle trouve son expression publique dans des prises de position des papes, mais aussi d'évêques, de Conférences épiscopales et d'autres instances responsables dans l'Eglise. A divers niveaux, l'action des chrétiens a un impact réel sur les luttes sociales : la vie de nombreux militants chrétiens en témoigne.<sup>1</sup> Ce type de développement d'Eglise jouit d'une très grande légitimité. Il éveille de grandes attentes et suscite un investissement important de larges cercles de chrétiens et de prêtres.

Cette troisième voie se développe et se structure de façons très différentes dans les divers pays européens, selon le rythme de l'industrialisation, le profil de l'Eglise et l'histoire nationale. Dans l'ensemble, on peut dire que le christianisme social fait du socialisme, réel ou supposé, une critique radicale, et qu'il dénonce les excès du capitalisme. En raison de cette asymétrie, le reproche est fréquent : la troisième voie se retrouve en réalité comme force modératrice, mais appuyant dans les faits le capitalisme tel qu'il se développe dans nos pays.

On peut considérer que l'Eglise s'est trouvée face à deux grands défis depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle : la modernité et la justice sociale. Le christianisme social s'est centré sur la question de la justice. En même temps, il s'est maintenu à l'écart des débats provoqués par la modernité et de la forme virulente qu'ils ont pris dans l'Eglise depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Il s'est trouvé plusieurs fois proches de milieux aristocratiques ou conservateurs, et aux antipodes des courants modernistes. C'est peut-être encore le cas actuellement, quand on voit, dans nos cercles d'Eglise, la difficulté d'aborder sereinement des questions comme celles du féminisme, de la place des femmes dans l'Eglise, du mariage des prêtres ou de la démocratie dans l'Eglise. D'autres milieux chrétiens sont plus directement que nous branchés sur ces questions.

## ***1.2. Des changements dans la société***

### **1.2.1. De la société industrielle à la société post-industrielle néolibérale**

En un siècle et demi, la société devenue industrielle au 19<sup>e</sup> siècle a profondément évolué. Il suffit de rappeler ici quelques-unes des principales mutations, qui sont suffisamment étudiées et analysées ailleurs.

- Le recul des secteurs primaire et secondaire et le développement du tertiaire - surtout du quaternaire, disent certains - se réalise, dans nos pays, au profit d'une avancée permanente des activités de service. La "classe ouvrière" traditionnelle se transforme profondément.
- Les nouvelles technologies modifient les modes de production, mais aussi de relations sociales, en particulier sur les lieux du travail.

---

<sup>1</sup> Un exemple parmi de multiples publications : CARHOP, *Le Mouvement ouvrier chrétien. 1921-1996. 75 ans de luttes*, Ed. Vie Ouvrière et MOC, 1996, 296 pages. Le livre reprend des présentations d'historiens et des témoignages d'acteurs.

- La société de communication joue en permanence sur l'image et privilégie d'autres valeurs et d'autres modes de contact.
- La répartition internationale du travail de production a un impact important sur les modes de lutte des travailleurs. Elle ne connaît pratiquement plus de frontières et impose la flexibilité parmi ses principales normes. Des formes d'activités traditionnelles sont en forte diminution dans nos pays depuis longtemps : extraction minières, textile, etc. D'autres activités sont délocalisées, comme la comptabilité de certaines multinationales ou la fabrication de chaussures et de jouets. Il reste chez nous des entreprises plus petites du secteur tertiaire, ce qui provoque une modification importante du processus d'identification à la classe ouvrière.
- Des secteurs traditionnellement portés par l'Etat, censé en garantir l'accès à tous, sont privatisés et doivent répondre rigoureusement à une logique de rentabilité. Les transports publics, notamment les chemins de fer, l'énergie, l'eau, la sécurité sociale, la poste ne sont que quelques exemples.
- L'Etat se trouve affaibli et délégitimé dans son rôle régulateur. Ses moyens sont réduits en raison des réformes fiscales successives et des initiatives autrefois reconnues sont délégitimées. Il ne peut, par exemple, jouer le rôle d'opérateur économique et doit se cantonner dans les anciennes fonctions : créer le cadre qui permet au secteur privé de déployer sa créativité... et éventuellement assumer les dégâts sociaux s'ils sont trop graves.

Parmi les conséquences de ces évolutions, nous ne pouvons ignorer l'effet sur la classe ouvrière. Les secteurs traditionnels sont affaiblis, ont subi de profondes mutations et ont perdu une bonne part de leur dynamisme. Des secteurs nouveaux explosent, comme la distribution, le secteur financier, l'économie sociale ou le secteur informel. Ils apportent de nouvelles cultures. Mais il n'est pas simple de répondre à la question : autour de quoi trouver ou construire une conscience commune, des réflexes de solidarité et une identité fière ?

### **1.2.2. Des changements culturels**

L'individualisme moderne fait route commune avec les évolutions économiques citées ci-dessus. L'objet n'est pas de l'étudier ici. Il suffit d'en signaler une des conséquences. La conscience ouvrière n'a jamais été donnée au départ. Elle a été le fruit de la réflexion sur la situation objective vécue par les travailleurs. La solidarité a toujours dû se construire à travers les luttes et les divers épisodes de la vie des travailleurs. Mais c'était une perspective prometteuse, un idéal, de se reconnaître dans le collectif des travailleurs. La conscience ouvrière pouvait être une conscience fière, en s'appuyant sur le savoir-faire, les luttes, les conquêtes que seules la solidarité, l'organisation et la combativité rendaient possibles.

Aujourd'hui, la condition ouvrière et le statut qui y est lié n'ont plus la même aura. Si des militants portent fièrement leur identité ouvrière, on ne trouve que rarement cet attrait chez d'autres travailleurs. Les situations éclatées, la diversité des statuts, l'aspiration à d'autres fonctions, tous ces phénomènes rendent plus difficile d'éduquer à une "conscience ouvrière". Pour beaucoup, l'expression même garde un goût du passé.

C'est au contraire dans le champ de l'épanouissement personnel que beaucoup de nos concitoyens investissent. Les approches psychologiques foisonnent. Les techniques les plus diverses sont proposées, éventuellement avec une touche religieuse. Elles reposent souvent, en le disant ou non, sur deux présupposés :

- Il est impossible de changer la société.

- Le rôle principal de chacun est de s'assumer, soi et éventuellement ses relations avec les proches.

### **1.2.3. Des ripostes différentes**

#### ***1.2.3.1. Evolution des réponses politiques***

Dans nos pays, les partis d'extrême-gauche gardent une réalité dans le champ politique et un rôle d'aiguillon, mais leur impact reste limité. Les partis communistes ont la plupart du temps disparu ou évolué vers le centre, en changeant leur nom en même temps que leur ligne politique. Les partis socialistes sont souvent passés à la social-démocratie, avec des nuances entre les choix de Jospin, Schröder et Blair. Pour leur image, ils insistent sur leur rigueur gestionnaire et leur sens des responsabilités. Le débat politique se joue au centre, là où chacun des partis espère grignoter une part d'électorat.

#### ***1.2.3.2. Evolution des organisations syndicales.***

Elles sont en position plus faible que par le passé. Soit le nombre de leurs affiliés diminue, soit ils se centrent plus sur la qualité des services rendus à leurs membres qu'à leur propre caractère militant. Dans bien des conflits sociaux, elles sont mises de côté, apprenant éventuellement par la presse les décisions du patronat, comme actuellement en Belgique à propos des restructurations de la poste. Le non-respect des procédures de concertation, quand elles existent, a connu un cas fameux avec la fermeture de Renault à Vilvorde (Bruxelles), mais les exemples sont nombreux, signes d'une détérioration du rapport de forces. Dans d'autres modèles de relations sociales "modernes", portés notamment par des partis de droite, l'interlocuteur syndical est noyé dans l'éventail des nombreuses expressions de la société civile, que le pouvoir politique écoute toutes... pour décider ensuite seul, moins contraint que dans une concertation sociale.

#### ***1.2.3.3. Emergence d'autres forces.***

Si les formes ouvrières traditionnelles d'organisation des luttes ou de vie associative sont mises en question, ce serait une erreur de penser que "les gens ne s'engagent plus". Des initiatives déjà existantes se développent, d'autres naissent, et il est important que nous mesurons leur rôle, même s'il relativise ce à quoi nous sommes plus habitués.

Des mobilisations plus émotionnelles peuvent prendre une région ou un pays. En Belgique, suite aux assassinats de fillettes, la "marche blanche" a réuni des centaines de milliers de manifestants dans un silence plein de dignité et du refus de l'inhumanité de la mort de ces victimes.

Des identités nationales coalisent des aspirations et un fort souci d'identité. Le phénomène marque des régions relativement riches dans leur pays. Avec de grandes différences, la Flandre en Belgique, la "Padanie" en Italie et la Catalogne en Espagne aspirent à une autonomie qui tend vers l'indépendance.

La sensibilité au respect de l'environnement et à la qualité de vie a eu l'occasion de se nourrir des problèmes de l'alimentation ces derniers temps : vache folle, crise de la dioxine ou fièvre aphteuse ont renforcé le combat contre la "mal-bouffe". Les comités d'action ou groupes de lutte se multiplient : pour la défense d'un quartier, le refus d'un incinérateur, d'une nouvelle autoroute, etc.

Des enjeux mondiaux rencontrent un large écho, inespéré il y a quelques années. Le succès d'ATTAC impose le débat sur la taxe Tobin et plus largement sur la spéculation financière. Le combat pour une autre

mondialisation, volontiers caricaturé en refus de la mondialisation par les adversaires, a vu la création du forum de Porto Alegre, devenu l'anti-Davos aux yeux des médias et de l'opinion publique.

#### **1.2.3.4. D'autres terrains de luttes**

Les organisations ouvrières elles-mêmes ont des accents différents dans leurs revendications et leurs sujets de mobilisation. L'évolution des conditions de travail et les nouveaux publics parmi les affiliés oblige les organisations syndicales à se battre par exemple contre le stress au travail. Par ce type de revendication qualitatives, et d'autres, la question du sens du travail se pose, et à travers elle, on voit poindre, plus clairement et plus rapidement qu'autrefois, la question du sens de la vie. Dans certains pays, comme l'Italie, une tradition de plusieurs dizaines d'années a gardé l'objectif de la création de coopératives pour garantir l'accès au travail. Ailleurs, ce sont les entreprises d'insertion qui servent de passerelle vers le marché du travail.

Notre conception de la pastorale ouvrière ne peut négliger les glissements ou changements plus profonds dans la classe ouvrière, sa situation, ses luttes actuelles et ses façons de s'organiser.

### **1.3. Des changements dans l'Eglise**

#### **1.3.1. Au départ : Rerum Novarum**

Je l'ai déjà dit ci-dessus : l'encyclique *Rerum Novarum* est un document charnière qui concrétise une attitude nouvelle de la part de l'Eglise, qui passe du choix de l'isolement au projet de reconquête. Mais cette attitude nouvelle ne signifie en rien une acceptation de la modernité.

#### **1.3.2. Vatican II**

La prise en compte de la modernité sera le fait du pape Jean XXIII et du concile Vatican II (1962-1965). C'est alors que se réalisera *l'aggiornamento* de l'Eglise.

Ce concile ne naît pas de rien. Il a été préparé pendant la longue période de blocage de la fin du pontificat de Pie XII, et même plus tôt, dans l'ambiance de refus de la modernité. Il est le fruit de nombreuses résistances dans l'Eglise, dans des domaines aussi divers que la liturgie, l'œcuménisme, l'étude de la Bible, l'expérience des prêtres ouvriers, la spiritualité, etc.<sup>2</sup> C'est en même temps le fruit du travail de l'Action catholique, notamment de la JOC. C'est d'ailleurs au cours du Concile que Joseph Cardijn est créé cardinal. Les initiatives qui, de façon souterraine et sans le savoir, ont préparé Vatican II, ont connu leur lot de condamnations, celles des Pères Lagrange, de Lubac, Chenu et Congar, celle aussi de l'expérience française des prêtres ouvriers.

Vatican II ouvre une autre relation, plus optimiste, avec la société. L'Eglise mise sur le progrès de l'humanité. Elle entre dans la modernité, avec retard et peut-être avec la naïveté des années 60. Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là.

#### **1.3.3. L'après-Vatican II**

---

<sup>2</sup> Pour la Belgique, voir REMY Jean, VOYÉ Liliane et TIHON André, "L'Eglise catholique et la transaction avec la modernité", dans VOYÉ L., DOBBELAERE K, REMY J., BILLIET J., *La Belgique et ses dieux*, Cabay - Recherches sociologiques, Louvain-la-Neuve, 1985, pp. 11-29.

Après le concile, les débats ont été nombreux dans l'Eglise. La parole était libérée. Si les premières années ont surtout mis l'accent sur le caractère novateur de Vatican II, ce sont progressivement les groupes qui insistent sur la continuité avec le passé qui ont eu le haut du pavé. En même temps, d'autres évolutions touchaient directement à la place et au sens de la pastorale ouvrière.

L'Action catholique avait été créée pour la reconquête de la société : "Nous ferons chrétiens nos frères". Elle pouvait s'appuyer sur une Eglise forte, structurée, qui l'envoyait sur un terrain difficile mais essentiel, avec mission d'évangéliser et de rendre présente l'Eglise, comme cela a été dit ci-dessus. Mais les temps ont changé. Les rêves de reconquête ne se réalisent pas comme espéré. L'Eglise n'est plus un bloc fort et apparemment soudé, mais elle se perçoit comme affaiblie. Lors d'une table ronde dans les années 70, l'Action catholique française constate : les forces qui partaient à l'extérieur doivent dorénavant consolider une Eglise devenue fragile, colmater les brèches et assurer un service interne : on rentre !

Les priorités de l'Eglise ont évolué. L'Action catholique semble dater, elle a une étiquette pré-conciliaire. C'est l'époque des "nouveaux mouvements". A Rome, l'Apostolat pour les laïcs opte clairement : c'est d'eux que l'Eglise doit attendre un apport d'avenir. A côté de gros mouvements - *Opus Dei*, *Comunione e liberazione*, néo-catéchuménat - et en passant par des hauts et des bas dans le succès et dans la reconnaissance, des initiatives plus discrètes forment une nébuleuse, se reconnaissant notamment à un accent spirituel - spiritualiste ? - et à une approche plus caritative des questions sociales. Cette évolution a aussi une influence sur les mouvements d'Action catholique : ils sont en réalité "invités" à ressembler autant qu'ils le peuvent à ces nouveaux mouvements.

En réalité, le projet de reconquête n'a pas disparu, mais l'identité chrétienne est définie autrement. Elle doit prendre en compte une dimension émotionnelle et une couleur religieuse dans l'air du temps. Elle doit s'afficher très clairement. Son rôle missionnaire doit être explicite. Le lien à la hiérarchie et à sa conception de la mission et de la réponse ecclésiale aux défis contemporains s'accommode mal de trop de liberté.

Cette évolution repousse à l'arrière-plan des caractéristiques essentielles aux yeux de l'Action catholique.

L'analyse de la réalité - faite au sein de l'Action catholique ou reçue des organisations ouvrières, selon les traditions nationales - était une étape essentielle de l'action, dans le cadre du Voir - Juger - Agir. L'action caritative ou humanitaire colle de plus près à l'émotion locale et ne s'embarrasse pas de ces détours, jugés inutiles, éventuellement idéologiques et dilatoires.

Les intérêts de la classe ouvrière ou des milieux populaires sont pris en compte pour eux-mêmes. Dans ces nouveaux mouvements, ils sont pris en considération dans la mesure où ils rencontrent la vision et les intérêts tels que l'Eglise les définit.

Pour l'Action catholique, l'interlocuteur est le groupe, la classe sociale, ce qui n'empêche pas de se centrer sur des situations personnelles, toujours révélatrices des grandes injustices et dominations. La mode est actuellement à l'individu qu'il faut contacter et agréger au groupe, pour lui-même et son salut.

La revendication d'autonomie des mouvements passe par de - sains - moments de tensions et de conflits. Le cardinalat de Cardijn ne doit pas faire oublier les nombreuses tensions qu'il a connues avec l'Eglise hiérarchique belge. Il n'a pas craint de passer par le pape Pie XI en 1925 pour ouvrir les portes à la reconnaissance de la JOC.

La culture contemporaine passe par l'image. Plus encore, l'image risque de tenir lieu de réalité. Tu existes si tu te montres, si on te voit. L'Eglise s'est, sur ce point, bien adaptée à la hiérarchie des valeurs contemporaine. Les grands rassemblements médiatiques, autour du pape ou d'un autre personnage vedette,

assurent à l'Eglise sa visibilité et à sa parole son crédit, quoi qu'il en soit de l'adhésion des présents au discours tenu. N'est-ce pas au P. Tucci que nous devons la phrase : "Ils viennent pour le chanteur, pas pour la chanson" ? L'accent porte nettement moins sur l'engagement, le lent et long travail d'éducation permanente, le débat et le conflit nécessaire.

#### **1.4. Conclusions**

La fragilisation actuelle de l'Action catholique - et donc de la pastorale ouvrière - tient à des raisons externes et internes à cette pastorale, mais aussi à l'Eglise. Elle a moins de moyens et reçoit une légitimité moindre. Sa faiblesse la contraint à consacrer une part plus grande de ses ressources, de ses énergies, au souci de sa propre survie.

Dans ses rangs, la pastorale ouvrière connaît des débats pas faciles. Les réalités sont très diverses. La façon de les prendre en compte varie, de pays à pays, mais aussi à l'intérieur des pays et dans les organisations, quand les voix différentes ne sont pas muselées. Des différences qui pourraient être des fractures se marquent sur les points suivants :

- la conception de l'identité chrétienne et du lien avec la hiérarchie de l'Eglise;
- la perception des réalités de la classe ouvrière et de ses évolutions;
- les causes de l'affaiblissement des diverses formes de pastorale ouvrières et de leur moindre reconnaissance sociale et ecclésiale.

Pour nous situer, nous avons besoin de quelques critères clairs. Voici une proposition simple, nourrie du rappel qui précède :

- Quelle est notre pertinence évangélique ? Cette question peut se concrétiser en deux critères plus précis.
  - Quel est notre apport à la justice et à l'égalité ?
  - Quelle ouverture à l'autre/l'Autre ?
- Quelle est notre relation à l'étape contemporaine de la modernité ?
- Quelle est notre attitude à l'égard de la démocratie ? et des Droits humains ?
- Que faisons-nous des aspirations contemporaine à plus d'autonomie et de liberté ?  
Formons-nous dans la société et dans l'Eglise des sujets acteurs ?

## **2. DES PISTES A TRAVAILLER**

### **2.1. Deux demandes de la société**

Nous ne définissons pas seuls ce que devient la pastorale ouvrière. Non seulement l'Eglise a son mot à dire, mais la société elle-même rend possible ou impossible l'une ou l'autre forme d'initiative. On peut repérer deux types de demandes.

#### **2.1.1. Gestionnaires du religieux**

Il y a près de 40 ans, Harvey Cox et d'autres prédisaient la disparition du religieux. Aujourd'hui, le religieux "revient". Plus exactement, il s'autonomise des grands institutions religieuses qui se vident et il trouve des formes d'expression plus variées, éclatées et non contrôlées, dans de nouveaux mouvements religieux ou dans des sectes. Les tenants de la laïcité s'inquiètent tout autant que les responsables d'Eglise.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet les travaux de Danièle HERVIEU-LEGER, notamment *La religion en miettes ou la question des sectes*, 2001.

Devant ce défi, deux demandes sont adressées à l'Eglise et à ses organisations, pouvant éventuellement être rencontrées toutes deux.

- On demande de cultiver ces nouvelles expressions religieuses, de leur donner des possibilités de se développer dans les milieux populaires, éventuellement les organisations ouvrières. A priori, ce type de religieux est considéré comme une chance.
- D'autres attendent que ces expressions neuves soient encadrées, structurées, contrôlées pour éviter les dérives possibles. Il s'agirait donc de rapatrier les nouvelles expressions dans un cadre plus éprouvé, traditionnel. Une telle préoccupation s'est déjà manifestée dans l'Eglise catholique devant les premières formes de mouvements charismatiques.<sup>4</sup>

### **2.1.2. Porteurs d'humanité**

La sensibilité actuelle aux Droits humains prend des formes variées. Elle peut aussi servir d'arrière-fond à une réflexion sur le rôle de la pastorale ouvrière en mettant au centre la question : qu'est-ce qui, aujourd'hui, est porteur d'humanité ? qu'est-ce qui est menaçant pour l'humanité ? Cet accent peut se concrétiser de bien des façons. Autant de pistes sur lesquelles une pastorale ouvrière peut affirmer sa pertinence. Voici quelques exemples.

- Comment gérer la violence institutionnelle ? Comment vivre ensemble, libres et égaux ?<sup>5</sup>
- Quelle place pour la classe ouvrière et les milieux populaires dans la vie sociale ? Les "perdants" sont discrédités. Auront-ils voix au chapitre, dans la société et dans l'Eglise ?
- Quelle place pour l'épanouissement des individus dans notre société ? Comment être heureux ensemble ?
- Quel type de vie sociale, d'organisation ou de réseau convient à la sensibilité contemporaine, au sein de la société, des organisations ouvrières et de l'Eglise ?

## **2.2. Rôle dans l'Eglise**

### **2.2.1. Rappel**

Nous ne nous mouvons pas dans un monde éthéré. Deux caractéristiques incontournables de la société contemporaine balisent les chemins que nous pouvons emprunter.

#### **2.2.1.1. La sécularisation.**

Dans la société actuelle, l'Eglise, la référence religieuse, la foi en Dieu ne sont pas au centre de la vie sociale, ni en surplomb. L'Eglise a une position de minorité, chargée d'un passé où elle a prétendu faire la loi, notamment en éthique. Plusieurs voient dans cette position un handicap à surmonter au plus vite. Ne serait-ce pas plutôt une chance pour une parole qui soit Bonne Nouvelle au nom de Jésus ? Ce serait une façon positive d'habiter la place qui est la nôtre.

#### **2.2.1.2. La méfiance vis-à-vis des institutions.**

Les enquêtes ou sondages vont tous dans le même sens. Dans notre société, les institutions n'ont pas la cote. Plus précisément, trois formes d'institutions, importantes à nos yeux, sont discréditées. Partis

---

<sup>4</sup> Voir COHEN Martine, "Vers de nouveaux rapports avec l'institution ecclésiastique : l'exemple du Renouveau charismatique en France", dans *Archives de sciences sociales des religions*, 1986, 62/1, pp. 61-79.

<sup>5</sup> Voir le livre de TOURAINE Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble? Egaux et différents*, Fayard, 1999.



politiques, syndicats et Eglises naviguent en bas de classement dans les enquêtes d'opinion. Nous avons à en tenir compte dans la recherche de la crédibilité de nos initiatives.

## **2.2.2. Quelle place ?**

### ***2.2.2.1. Les choix actuels de l'Eglise institutionnelle : présence médiatique.***

De nombreux événements montrent la sensibilité des responsables actuels de l'Eglise à l'image qu'elle donne d'elle dans les médias : image triomphante, souriante, grands rassemblements répercutés dans le monde entier. Le nombre des présents est plus important que leur adhésion. De cette façon, l'Eglise s'est bien adaptée à la société et à sa hiérarchie des valeurs.

En plusieurs occasions - événements de masse, rencontres d'institutions internationales, etc. - l'Eglise se positionne comme le porte-voix des sans-voix, la gardienne de la vie et de la liberté. Si cette priorité réjouit et rencontre le souci de ceux qui œuvrent dans les milieux populaires et pour leur libération, il faut être attentif aux formes que prend habituellement cette priorité. Quand un autre est leur porte-parole, il arrive que les sans-voix eux-mêmes soient réduits au silence, y compris dans la défense de leurs droits et de leur dignité. Il n'est pas rare que l'Eglise les défende en parlant directement aux dirigeants du monde, de puissants à puissants, par-dessus la tête des groupes concernés, qui ainsi ne peuvent devenir acteurs de leur propre histoire et de leur libération.

Le combat pour la vie se centre essentiellement sur la lutte pour l'enfant à naître, contre l'avortement et même la contraception. Ou bien il porte sur le refus de toute forme d'euthanasie active, rejoignant là un autre groupe fragile, mais en se situant au-dessus de tout débat. La société actuelle n'invite-t-elle pas toutes ses composantes à mettre en débat ses propres présupposés et convictions ? N'est-ce pas là une condition de crédibilité ?

Enfin, la défense de la liberté se centre habituellement sur la liberté religieuse, considérant que les autres formes de liberté en découlent. La conscience contemporaine a trop en mémoire les excès des religions - l'actualité ne manque pas de renouveler les exemples - pour entrer facilement dans cette assimilation.

### ***2.2.2.2. D'autres formes possibles ?***

#### **2.2.2.2.1. Le croisement entre modernité et libération**

Dans l'esprit de Vatican II s'impose un a priori de confiance dans la modernité telle qu'elle évolue. A partir de ce point de départ, les critiques trouveront leur place, à condition de se faire au nom du respect des plus fragiles, ce qui est le choix annoncé ci-dessus.

L'Eglise recourt volontiers aux techniques modernes, notamment pour sa communication. Ne se trouve-t-elle pas devant le défi d'exercer un discernement entre, non seulement les techniques, mais aussi les valeurs de la modernité, et de les soumettre à une saine critique, en assimilant celles qui sont en harmonie avec le message évangélique ? La reconnaissance de chaque personne comme sujet, l'autonomie, la démocratie (à usage interne également), etc.

Le débat démocratique met l'Eglise au défi de se positionner comme une minorité dans un débat pluraliste et interculturel. Elle ne peut y être crédible si elle se positionne comme propriétaire de la vérité, dont les autres seraient plus ou moins éloignés. Le respect de l'interlocuteur est un préalable à tout échange, y compris à toute évangélisation.

Enfin, l'Eglise ne peut se figer dans une identité passéiste. Elle est aussi mise au défi de l'écoute des formes de souffrances contemporaines, des types de vie qui émergent dans la société actuelle et des formes de lutte populaires qui concrétisent les aspirations des hommes aujourd'hui.

#### 2.2.2.2. Un rôle essentiel pour la libération.

L'Eglise doit à sa propre identité de veiller au respect de tous ceux que le rouleau compresseur de la société risque toujours de faire taire ou même de faire disparaître. Toutes les pages de la Bible sont marquées par le souci du pauvre, de la veuve, de l'orphelin, de l'étranger. La fidélité à son identité n'est pas imaginable en dehors d'un souci permanent de justice. Les situations ne manquent pas. Les laissés pour compte de la mondialisation, les peuples victimes de génocides, par exemple au Rwanda, les peuples qui émergent de systèmes inhumains, comme celui de l'apartheid, dont les Africains du Sud sortent grâce à un processus de vérité et de réconciliation, les migrants de tous les continents : ce ne sont que quelques exemples frappants de "signes des temps" interpellant les chrétiens. Les réponses immédiates relèvent de logiques caritatives ou humanitaires. Sans les mépriser, ceux que les luttes ouvrières ont façonnés savent que c'est au niveau des causes que doit se situer l'action, de l'Eglise comme des organisations ouvrières.

### 2.3. *Quelle pastorale ouvrière ?*

#### 2.3.1. **Un choix**

Nous avons à opter pour un type de lien avec l'Eglise. En simplifiant, on peut dire que deux modèles sont possibles.

##### 2.3.1.1. *Etre un service.*

Un service n'a pas dans ses mains la légitimité de se définir par lui-même. Ce sont ses mandats qui le créent, le font évoluer et éventuellement le défont selon leurs projets, leur vision de la réalité et leurs intérêts. Pour la pastorale ouvrière, cela signifie : réaliser le plus fidèlement possible ce qu'attendent d'elle les responsables de l'Eglise, dans la plupart des cas l'épiscopat.

##### 2.3.1.2. *Etre un mouvement.*

Un mouvement appartient à ses membres. Ce sont eux qui héritent de ce qui existe avant leur adhésion, qui le font évoluer et éventuellement mettent un terme à ses activités. Ils le font en fonction de leur vision de la réalité dans laquelle ils agissent et de la pertinence de l'action du mouvement. S'ils sont toujours reliés à d'autres lieux, personnes et institutions - personne ne vit ni n'agit sur une île déserte - ils sont autonomes (ce qui ne signifie pas "indépendants") : ils gèrent les relations avec leur environnement et décident eux-mêmes la définition et l'avenir du mouvement dont ils sont responsables.

On peut dire qu'il s'agit là d'une "querelle de propriétaires" : les travailleurs sont-ils "propriétaires" des organisations créées pour ou par eux ? Ou en sont-ils simplement les usagers ? De la réponse donnée à cette question dépend par exemple l'image publique de la pastorale ouvrière. Est-elle d'abord perçue comme une réalité d'Eglise par son environnement, notamment par les mouvements ouvriers ? Est-elle plutôt une expression des réalités et sensibilités ouvrières au sein de l'Eglise ? Les deux hypothèses ne sont pas incompatibles, mais l'une prend le pas sur l'autre. C'est leur articulation qui définit l'identité de la pastorale ouvrière, à la croisée du "O" et du "C", de ses racines ouvrières et de ses appartenances ecclésiales. Quelle reconnaissance en découle ?

### 2.3.2. Quel destinataire ?

On peut regrouper les choix possibles en quelques options, sachant que la réalité est toujours plus complexe et mélangée :

- La pastorale ouvrière existe pour interpeller l'Eglise, les communautés chrétiennes et leurs responsables, pour les sensibiliser aux réalités ouvrières et éventuellement les appeler à assumer leurs responsabilités face à ces réalités, dans ce qu'ils font ou dans ce qu'ils disent, dans les solidarités qu'ils tissent.  
Pour être possible, ce type de choix suppose une réelle insertion dans l'Eglise et une aussi réelle autonomie par rapport à ceux qui seront interpellés.
- La pastorale ouvrière a comme tâche d'interpeller la société à partir de deux réalités : la vie concrète des travailleurs et le message évangélique, éventuellement dans sa traduction dans l'enseignement social de l'Eglise. Cette interpellation porte sur l'agir ("qu'as-tu fait de ton frère ?") et sur le sens d'une vie commune qui laisse à la marge de larges pans de la société, chez nous et surtout au niveau mondial. Son destinataire se trouve à divers niveaux de la vie sociale : responsables politiques, employeurs, responsables d'organisations ouvrières ou d'associations, opinion publique dans son ensemble... Ce type d'action exige une insertion crédible dans la société et une autonomie par rapport aux moyens éventuellement reçus dans la société.
- La pastorale ouvrière est elle-même à l'origine d'initiatives qui répondent aux défis de la condition ouvrière. Par exemple, elle peut créer - au moins lancer - des coopératives ouvrières, mettre sur pied des services d'information, ou d'accueil de personnes en difficulté, etc. Comme telles, ces initiatives ont un impact, qui ne peut à lui seul résoudre le problème. Elles jouent un rôle prophétique, interpellant à la fois l'Eglise et la société. Ce modèle d'action exige une forte autonomie à la fois à l'égard des milieux d'Eglise et de la société.

### 2.3.3. Sur quoi intervenir ?

Les diverses formes de pastorale ouvrière jouent, semble-t-il, divers rôles qui, de nouveau, peuvent se combiner entre eux.

- "Evangéliser". Le mot a des sens très divers dans les projets de l'Eglise et son action. En le voyant à partir de notre lieu, je pense qu'il s'agit d'un double rappel, éthique et de sens. Contrairement aux apparences, le sens de l'histoire humaine dépend de ce que deviennent les victimes, ceux qui se trouvent écrasés. C'est la victime qui est porteuse de sens. Ce que le livre de Job annonçait si bien est confirmé et porté plus loin par la personne de Jésus. Il nous indique clairement que, pour ceux qui veulent découvrir Dieu, c'est du côté des pauvres et de la solidarité avec eux qu'ils peuvent aller à sa rencontre.<sup>6</sup>  
Ce type d'action n'est envisageable que dans une grande modestie, en cohérence avec le "message" dont sont porteurs des chrétiens nourris de l'Evangile.
- Lutter pour la justice. Une question simple peut servir de guide : les victimes d'aujourd'hui se portent-elles mieux du fait de la présence de chrétiens, notamment de la pastorale ouvrière ? Ce rôle ne sera jamais terminé, des personnes, des groupes seront toujours rejetés de la vie commune. Actuellement, le débat autour des migrations et des demandeurs d'asile est un des exemples chez nous. Ailleurs, le travail des enfants se réalise y compris à notre avantage. Les situations qui nous interpellent ne manquent pas, nous les rappelons fréquemment. L'acuité des situations évolue, dans le temps et selon les régions du monde. Aucune pastorale ouvrière n'est pensable si elle n'est pas en

---

<sup>6</sup> Voir les travaux de GIRARD René, notamment *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Grasset, 1999.

permanence à l'écoute de ces situations d'injustice et soucieuse de définir son action en fonction de ces priorités.

L'action possible est dans certains cas purement humanitaire. Notre histoire ouvrière nous rend attentifs aux autres niveaux nécessaires, collectifs et structurels.

- Moderniser. Les situations sont si variées qu'il n'est pas exclu que la pastorale ouvrière doive en priorité se préoccuper de la façon dont des groupes sociaux, gravement exclus, doivent être intégrés à la société, laissant provisoirement de côté le rôle critique qui est souvent le nôtre à l'égard de cette société et de ses structures.

## **Conclusions**

Les constats de la première partie ont tenté de nous placer devant la réalité telle qu'elle est. Ils sont bien sûr soumis à débat.

L'Eglise se trouve dans la situation très "évangélique" de faire entendre en faveur des plus faibles une parole d'espérance et un cri d'appel à la justice.

Les pastorales ouvrières peuvent tenter le pari de jouer, en toute modestie, un rôle prophétique, tant à l'égard de l'Eglise que de la société.

Le débat européen entre des situations et des choix si différents n'est pas un luxe, mais une nécessité. Le niveau national des défis et des institutions est depuis longtemps dépassé par la construction de l'Union européenne, sans oublier le reste de l'Europe ni l'ensemble du monde.

*Jean-Claude Brau.*